



Eire Eco

Juin 2018 – N°42

© DG Trésor – Service économique de Dublin

MACROECONOMIE

Activité économique – Le PMI manufacturier était en légère hausse en mai, s'établissant à **55,4** (contre 55,3 le mois précédent). La croissance des nouvelles commandes s'est fortement accélérée et la confiance des entreprises a atteint son plus haut niveau depuis 38 mois. Les pressions inflationnistes sur les producteurs irlandais demeurent cependant importantes, notamment à cause de la hausse des prix des biens de consommation intermédiaire tels que le pétrole, le plastique et certains métaux. Les entreprises sondées indiquent néanmoins avoir reporté une partie de ces coûts sur les consommateurs finaux. Le PMI des services continue quant à lui sa progression, s'établissant à **59,3** en mai contre 58,4 le mois précédent.

Indice PMI - secteur manufacturier

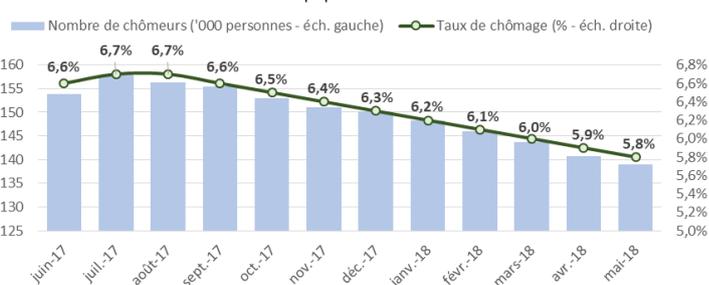
Markit Manufacturing Purchasing Managers Indices (PMI)



Chômage – Le taux de chômage continue de diminuer en Irlande, s'établissant à **5,8%** en mai (-0,1pp par rapport à avril) – le taux le plus faible depuis 10 ans et bien en dessous de la moyenne de la zone euro (8,5%). Le nombre de chômeurs s'établit ainsi à 139 000, en baisse de -1,3% sur le mois et de -10,1% en g.a. Malgré ces chiffres satisfaisants, l'Irlande n'est pas encore en situation de plein emploi : le taux de chômage est encore supérieur à son niveau de 2006 (4,6%) et le taux de participation (62,3%) demeure en dessous du pic atteint en 2007 (66,6%). Plusieurs facteurs sont à prendre en compte, notamment la reprise de la participation des femmes relativement lente depuis la crise ainsi que le vieillissement de la population. Bien qu'en nette diminution lui aussi, le chômage des jeune (15-24 ans) demeure élevé, à **11,9%** en mai 2018 contre 15,4% en mai 2017.

Evolution du chômage en Irlande

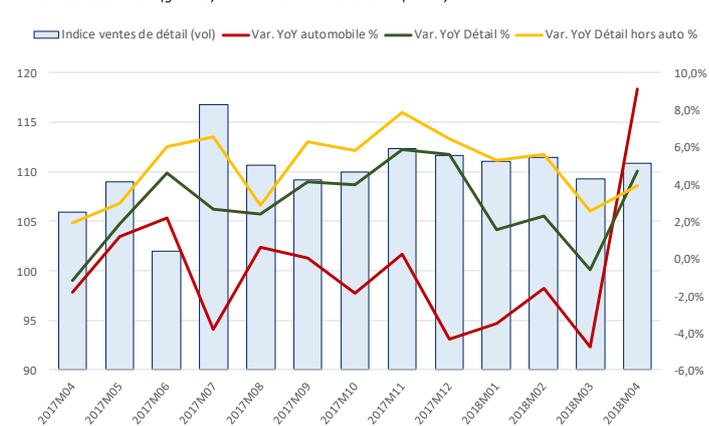
En milliers de chômeurs et en % de la population active



Ventes au détail – Les ventes au détail (en volume) ont connu un rebond de **+1,5%** en avril par rapport au mois précédent et de **+4,8%** en g.a. cvs. Les ventes du mois de mars avaient été particulièrement mauvaises en raison des mauvaises conditions météorologiques. Les ventes au détail sur les quatre premiers mois de 2018 sont maintenant en hausse de +2,0% par rapport à la même période l'année précédente. Hors ventes automobiles (en légère hausse sur le mois mais qui connaissent une très forte croissance en g.a. du fait de ventes très faibles en avril 2017), particulièrement volatiles, les ventes au détail étaient en hausse de +1,0% en avril et de +3,8% en g.a. cvs. Les ventes au détail sont stimulées par la baisse continue du chômage et la

Evolution des ventes de détails en Irlande

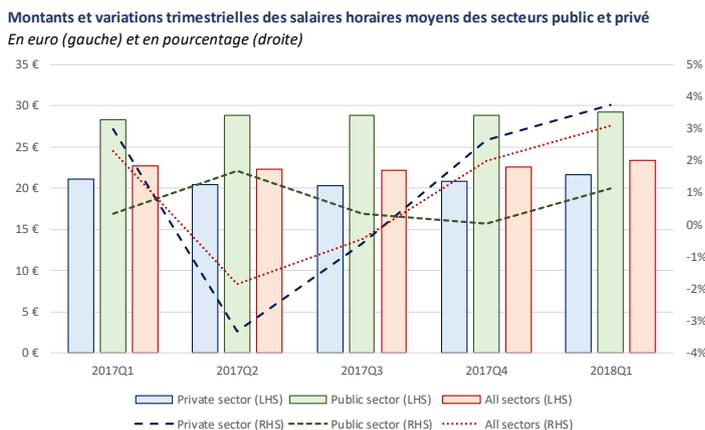
Indice base 2015 = 100 (gauche) et variations annuelles en % (droite)



Source: CSO et calculs du SE

hausse du revenu disponible des ménages. Le Brexit n'a pas encore eu d'impact majeur – même si un nombre croissant de consommateurs font leurs achats en Irlande du Nord.

Salaires – Les salaires en Irlande accélèrent au premier trimestre 2018, à **+2,4%** en g.a. Le salaire annuel moyen s'établit ainsi à 38 600€. Cette hausse est largement due au secteur public, qui a vu ses salaires croître de +3,8% sur la période, le salaire moyen annuel atteignant 49 400€. Le salaire moyen du secteur privé n'a quant à lui augmenté « que » de +1,8% sur la même période, s'établissant à 35 600€ – la baisse du chômage n'ayant pas encore généré de pression haussière significative sur les salaires, selon *Merrion Capital*. L'important écart de salaires entre les secteurs public et privé (le salaire horaire moyen dans le secteur public, à 29,23€, est 35% plus élevé que celui du privé, à 21,61€) s'explique avant tout par la revalorisation des salaires du secteur public depuis en avril 2017 (*Lansdowne Road Agreement* et *Public Service Pay and Pension Bill 2017*), ainsi que par le pouvoir de négociation des syndicats, de nouveau en position de force après plusieurs années de modération salariale. Selon les prévisions du gouvernement, le coût des salaires pour le budget de l'Etat devrait augmenter de +3,4% en 2018, à 21,4Mds€, dépassant pour la première fois le pic atteint en 2007 (21,2Mds€).



Source: CSO et calculs du SE

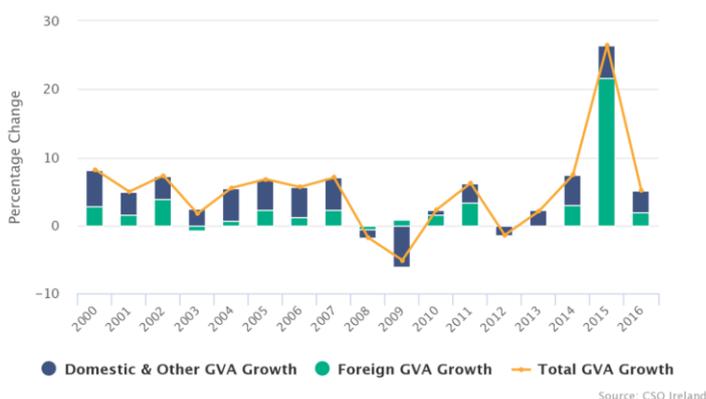
INVESTISSEMENT ET COMPETITIVITE

Productivité – Le Bureau national de la Statistique (CSO) – homologue irlandais de l'INSEE – a récemment publié son rapport sur la productivité en Irlande sur la période 2000-2016. Ce rapport confirme la forte dualité de l'économie irlandaise, avec d'un côté les entreprises multinationales et de l'autre les entreprises indigènes. En 16 ans, la productivité du travail a ainsi crû de +4,5% par an en moyenne ; cependant, si l'on ne prend pas en compte la période 2015-2016 (pendant laquelle les entreprises multinationales ont massivement relocalisées leurs droits de propriété intellectuelle en Irlande), la productivité du travail sur les 14 années restantes tombent à +3,4% par an en moyenne. Entre 2000 et 2016, la productivité du travail du secteur indigène a ainsi augmenté de +2,5% par an en moyenne alors que celle des entreprises multinationales a progressé de +10,9%. La productivité du travail en Irlande demeure cependant robuste et supérieure à la moyenne européenne (+1,8%), même corrigée de l'effet des multinationales.

Le stock de capital par employé en Irlande a augmenté de +152% entre 2000 et 2016, passant de 150 000€ à 378 000€. Dans le secteur indigène, ce stock a progressé de +3,5% par an en moyenne sur la période. Dans le secteur des multinationales, il a progressé de +6,9% par an en moyenne entre 2000 et 2014 (avant la relocalisation massive de brevet de propriété intellectuelle de 2015) ; sur la période complète (2000–2016) ce taux passe à +32,0% (la productivité du travail dans ce secteur a atteint +78,8% en 2015). Au total, la progression du stock de capital par employé demeure solide et supérieure à celle de l'UE (qui est de +0,6% par an en moyenne), même corrigée de l'effet des multinationales.

De la même façon, la productivité totale des facteurs – qui mesure la part de la croissance économique qui ne s'explique ni par l'accroissement du travail ni par celui du capital – sur la période 2000-2016 n'a progressé que de +0,1% ; en faisant abstraction de la période 2015-2016 (où l'accroissement du capital a été considérable), elle a progressé de +0,8%.

Figure 5.2 Foreign and Domestic and Other GVA Growth



Source: CSO Ireland

Commerce extérieur – Les exportations irlandaises ont diminué de -5,0% en mars et de -6,1% en g.a. Les importations ayant enregistré une baisse identique en valeur sur le mois, la balance commerciale demeure ainsi quasiment inchangée (+4Mds€). Les données mensuelles du commerce extérieur sont particulièrement volatiles du fait de la présence des multinationales (notamment dans les exportations de produits pharmaceutiques et d'avions),

mais les secteurs indigènes les plus importants (alimentaire et animaux vivants) ont connu une faible croissance de leurs exportations, à +0,9% en g.a au T1 2018 contre +6,4% le trimestre précédent. Selon les analystes de *Davy Research*, ce ralentissement ne devrait être que temporaire car les principaux partenaires commerciaux de l'Irlande en Europe et les Etats-Unis devraient connaître une croissance soutenue en 2018, stimulant la demande.

SECTEUR FINANCIER

Banque centrale irlandaise – La vice-gouverneure de la Banque centrale irlandaise (CBI), Sharon Donnery (considérée comme la remplaçante probable du gouverneur Philip Lane dans le cas où ce dernier rejoint le conseil des directeurs de la BCE l'an prochain), a recommandé que la CBI fixe une marge de capital contra-cyclique (CCyB – exigence en fonds propres supplémentaires déterminée discrétionnairement par les banques centrales nationales) positive (elle est actuellement à 0%) pour les banques irlandaises. La CCyB est fixé trimestriellement, une augmentation est donc attendue au troisième trimestre 2018. Cette annonce a cependant surpris les analystes : le gouverneur de la CBI, Philip Lane, avait déclaré en février que la Banque fixerait une CCyB positive en cas de risque de croissance excessive du crédit, or les prêts aux ménages et aux SNF ont continué de se contracter sur les 4 premiers mois de 2018 (-1,5% et -0,8% respectivement). La croissance des salaires du secteur privé (+1,8% en 2017) et l'inflation (+0,4%) demeurent également contenue. Sur le court terme, une augmentation de la CCyB pourrait inciter les banques à transférer ce coût sur leurs clients et faire monter les taux des crédits hypothécaires (déjà relativement élevés en Irlande). Par ailleurs, Mme. Donnery a elle-même indiqué que cette hausse de la CCyB ne permettrait pas d'éviter une éventuelle surchauffe de l'économie.

La vice-gouverneure a justifié sa recommandation par une volonté de rendre le secteur bancaire irlandais plus résilient en cas de crise. Si cette hausse de la CCyB a bien lieu, l'Irlande rejoindra une poignée de pays européens ayant pris une décision similaire : la République Tchèque (1,25%), le Danemark (0,5%), la Lituanie (0,5%), la Slovaquie (1,25%), la Suède (2,0%) et le Royaume-Uni (1,0%) – ces pays connaissent cependant une croissance du crédit et des taux d'inflation plus élevés que l'Irlande.

Crédits hypothécaires – Les données publiées par la Fédération Irlandaise des Banques et des Paiements (BPMFI) font état d'une baisse marginale du ratio valeur/revenu médian des crédits hypothécaires accordés aux primo-accédants au T1 2018, après une hausse continue depuis 2 ans : la valeur des crédits hypothécaires représente maintenant 3,2 fois le montant des revenus annuels des primo-accédants – premiers effets du renforcement des règles macro-prudentielles de la CBI qui, depuis janvier 2018, limite la part des crédits dont le ratio valeur/revenus de l'emprunteur est supérieur à 3,5 à 20% du total des nouveaux crédits pour les primo-accédants. Le montant moyen des crédits hypothécaires s'établissait à 232 900 € en mai, en hausse de +5,6% en g.a, soit la croissance la plus faible de ces deux dernières années. Ces données indiquent que prix immobiliers pourraient ralentir en 2018.

Euroclear - L'Irlande n'aura finalement pas son propre dépositaire central (Central Security Depository - CSD) post-Brexit. Euroclear, société internationale (dont le siège est à Bruxelles) de règlement d'actions négociées, a déclaré en avril avoir abandonné son projet de créer un CSD indépendant en Irlande pour faire face aux risques du Brexit, après des concertations avec la Banque centrale irlandaise et la Banque d'Angleterre. Dublin dépend de Crest, société exploitée par Euroclear UK & Ireland et basée à Londres, pour régler ses opérations sur les actions et les fonds négociés sur la Bourse irlandaise. L'Irlande est le seul pays de l'UE à ne pas avoir son propre dépositaire central ; cette caractéristique reflète la relation étroite entre les marchés d'actions irlandais et britanniques : 88 % de tous les titres cotés sur la bourse irlandaise sont également inscrits sur celle Londres et la valeur totale des titres irlandais détenus par Crest au Royaume-Uni s'élève à 182Mds€. Lorsque le RU sortira de l'UE, Londres perdra probablement ses « passeports financiers européens » et ne sera plus en mesure de régler les opérations de la bourse irlandaise. L'une des alternatives actuellement étudiées est un règlement des opérations irlandaises par Euroclear à Bruxelles en vertu du système de délégation qui permet le « passeport financier européen ».

AFFAIRES EUROPEENNES

Brexit – Le 7 juin dernier, le gouvernement britannique a publié sa proposition d'accord douanier pour éviter le rétablissement d'une frontière physique entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord. Le Royaume-Uni, qui s'est engagé à préserver les accords du Vendredi saint, entend garantir l'absence de frontière entre les deux Irlandes à travers le futur accord commercial qu'il négociera avec l'UE. Un tel accord n'est cependant pas garanti et pourrait prendre plusieurs années avant de voir le jour, de même que l'éventuelle technologie sur laquelle il pourrait reposer. Par conséquent, l'UE insiste pour que le RU accepte de mettre en place un « filet de sécurité » (*backstop*) qui garantisse l'invisibilité de ladite frontière jusqu'à ce qu'un nouvel accord soit négocié.

Le document du gouvernement britannique propose que l'ensemble du Royaume-Uni demeure temporairement dans l'Union douanière. Il demande en outre que cet accord douanier expire en décembre 2021, date à laquelle Londres espère qu'un accord commercial définitif aura été conclu.

La proposition a cependant été rejetée par Michel Barnier, négociateur en chef de l'UE. Premièrement, une union douanière ne suffit pas à garantir une frontière ouverte : un alignement réglementaire est également nécessaire, ce qui avait été clairement établi par l'UE et le Royaume-Uni lors du Conseil européen de décembre dernier. Deuxièmement, Bruxelles et Dublin s'opposent à ce que ce « filet de sécurité » ait une durée limitée ; pour l'UE, une telle disposition doit au contraire garantir que la frontière demeure toujours invisible même en cas d'échec des négociations sur un futur accord commercial. Enfin, l'UE refuse d'étendre ce « filet de sécurité » à l'ensemble du RU, ce qui équivaldrait *de facto* à un accès « à la carte » au marché unique (les conditions d'accès équitables au marché européen ne seraient pas garanties puisque, entre autres, le Royaume-Uni n'appliquerait pas les mêmes normes ou refuserait le principe de liberté de circulation des personnes). L'Irlande, par la voix de son vice-PM Simon Coveney, a quant à elle accueilli la proposition britannique avec réserves, saluant la contribution technique des Britanniques mais estimant qu'il restait encore beaucoup de travail à accomplir pour parvenir à un consensus sur l'accord de retrait. Dans ces conditions, le gouvernement irlandais ne s'attend pas à des avancées significatives lors du Conseil européen de juin, ce qui va accroître l'enjeu du Conseil d'octobre – qui, en vertu du calendrier actuel des négociations, sera la dernière réunion possible pour trouver un compromis entre les 27 et le Royaume-Uni.

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau annuel

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Production								
PIB annuel à prix courants (en Md€)	167,1	171,9	175,6	180,3	194,5	262,0	275,6	296,2
<i>Croissance réelle (en %)</i>	2,0%	3,0%	0,0%	1,6%	8,3%	25,6%	5,1%	7,8%
Indice de production industrielle -m.a. (Base 100 = 2010)	100,0	99,6	98,1	95,9	117,9	158,9	159,9	156,3
Valeur ajoutée brute (VAB) des multinationales (M€)	37 040	42 057	41 738	40 884	43 144	93 011	98 597	
<i>En % de la VAB totale</i>	24,4%	26,6%	26,0%	24,9%	24,6%	39,3%	38,6%	
Compte courant								
Exportations de marchandises (en Md€)	90,92	93,19	93,51	89,18	92,62	112,40	116,92	122,14
Importations de marchandises (en Md€)	48,69	53,04	56,18	55,79	62,16	70,11	74,13	76,89
Solde commercial (en Md€)	42,23	40,16	37,33	33,39	30,46	42,29	42,79	45,25
Balance courante (en % du PIB)	-1,2%	-1,6%	-2,6%	2,1%	1,7%	10,2%	4,7%	12,50%
Evolution des prix								
Inflation CPI - moyenne annuelle (%)	-1,0%	2,6%	1,7%	0,5%	0,2%	-0,3%	0,0%	0,4%
Inflation CPI hors énergie - moyenne annuelle (%)	-1,9%	1,7%	0,8%	0,5%	0,4%	0,6%	0,7%	0,1%
Var. prix immobiliers - Irl. sauf Dublin (g.a au 31/12)	-14,3%	-19,2%	-9,2%	-1,5%	12,4%	10,7%	11,2%	13,3%
Var. prix immobiliers - Dublin (g.a au 31/12)	-14,4%	-19,9%	3,7%	13,9%	22,7%	3,9%	6,6%	11,6%
Population								
Population	4 554 800	4 574 900	4 585 400	4 593 100	4 609 600	4 635 400	4 673 700	
<i>Variation annuelle de la population (en %)</i>	0,5%	0,4%	0,2%	0,2%	0,4%	0,6%	0,8%	
Solde migratoire	-27 400	-27 300	-34 400	-33 100	-21 300	-11 600	3 100	
Marché du travail								
Population active moyenne	2 184 900	2 165 825	2 153 825	2 163 350	2 156 825	2 167 200	2 193 125	2 352 300
<i>Variation annuelle de la population active (en %)</i>	-2,0%	-0,9%	-0,6%	0,4%	-0,3%	0,5%	1,2%	7,3%
<i>Taux de participation</i>	60,7%	60,2%	59,9%	60,2%	60,0%	60,0%	61,9%	62,2%
Nombre de chômeurs moyen	302 675	316 750	316 000	282 200	242 925	203 625	173 100	156 377
<i>Taux de chômage moyen</i>	13,9%	14,6%	14,7%	13,0%	11,3%	9,4%	7,9%	6,7%
Nombre de personnes employées dans le secteur public	351 475	346 925	332 225	328 000	322 350	324 825	333 400	338 825
<i>En % du nombre d'emplois total</i>	18,7%	18,8%	18,1%	17,4%	16,8%	16,5%	16,5%	15,4%
Nombre de personnes employées par les multinationales	154 282	159 391	165 912	172 850	179 384	187 000	199 877	
<i>En % de l'emploi privé total</i>	10,1%	10,6%	11,0%	11,1%	11,3%	11,4%	11,9%	
Salaire annuel moyen (variation annuelle en %)	-2,3%	-0,6%	0,3%	-0,5%	-0,6%	1,4%	1,1%	1,7%
Revenu disponible brut des ménages (M€)	86 261	84 723	84 405	83 911	86 088	94 194		
<i>Variation annuelle du RDB des ménages (en %)</i>	-5,2%	-1,8%	-0,4%	-0,6%	2,6%	9,4%		
Consommation et investissement								
Consommation finale privée (variation annuelle en %)	0,7%	-1,0%	-0,9%	-0,7%	2,0%	4,2%	3,3%	1,9%
Formation brute de capital fixe (variation annuelle en %)	-14,9%	3,4%	16,4%	-3,7%	18,1%	27,9%	61,2%	-22,3%
Secteur financier								
Encours de dépôt total des ménages- (g.a.)	-4,6%	-3,5%	1,2%	-1,3%	0,3%	3,6%	2,5%	3,7%
Encours de crédit total aux ménages- (g.a.)	-7,1%	-15,2%	0,7%	-3,1%	-10,0%	-5,1%	-4,1%	1,9%
Encours de crédits hypothécaires- (g.a.)	-9,6%	-19,3%	5,7%	-1,9%	-6,0%	-1,6%	-4,6%	1,6%
Encours de crédit total aux SNF- (g.a.)	-36,3%	-4,8%	-4,5%	-5,6%	-24,2%	-22,1%	-9,6%	-2,4%
Encours de crédit total - (g.a.)	-20,5%	-7,9%	-2,7%	-6,9%	-18,2%	-11,7%	-6,2%	0,6%
Indice boursier ISEQ (moyenne annuelle)	2 896,8	2 825,8	3 205,4	4 090,4	4 892,0	6 258,3	6 167,7	6 781,4
Gouvernement								
Dépenses publiques (en Md€)	109,1	79,6	73,6	71,8	73,1	75,6	74,6	76,4
Déficit/excédent public (en Md€)	-53,7	-21,9	-14,1	-10,3	-7,2	-5,0	-1,9	-1,0
<i>En % du PIB</i>	-32,1%	-12,7%	-8,1%	-5,7%	-3,7%	-1,9%	-0,7%	-0,3%
<i>En % des recettes publiques</i>	-96,9%	-37,9%	-23,8%	-16,7%	-10,9%	-7,1%	-2,6%	-1,3%
Dette publique (en Md€)	144,2	189,7	210,0	215,3	203,3	201,4	200,6	202,6
<i>En % du PIB</i>	86,3%	110,3%	119,6%	119,4%	104,5%	76,9%	72,8%	70,1%
<i>En % des recettes publiques</i>	260,3%	328,7%	353,1%	349,9%	308,4%	285,5%	275,9%	268,7%
Politique énergétique								
Mix énergétique (besoins en énergie primaire) :								
<i>Charbon</i>	8,4%	9,1%	11,1%	9,9%	9,5%	10,3%	9,5%	
<i>Tourbe</i>	5,0%	5,5%	5,7%	5,4%	5,8%	5,5%	5,1%	
<i>Pétrole</i>	49,6%	49,2%	46,4%	47,2%	47,1%	48,0%	48,0%	
<i>Gaz naturel</i>	31,9%	29,8%	30,0%	28,8%	28,0%	27,1%	29,4%	
Energies renouvelables	4,7%	6,0%	6,2%	6,8%	7,7%	8,3%	8,0%	
<i>Autres (déchets, importations d'électricité)</i>	0,3%	0,4%	0,6%	1,9%	1,9%	0,9%	0,1%	
Dépendance de l'approvisionnement aux importations	86,2%	87,8%	84,8%	89,3%	85,2%	88,0%	69,0%	

Évolution des indicateurs macroéconomiques – tableau mensuel

	juin-17	juil-17	août-17	sept-17	oct-17	nov-17	déc-17	janv-18	févr-18	mars-18	avr-18	mai-18
Production												
PIB trimestriel à prix courants (en Md€)	71,69			78,13			78,32					
<i>Croissance réelle (% g.a.)</i>	9,5%			11,1%			4,2%					
Indice de production industrielle (AVS, Base 100 = 2015)	95	81,9	99,8	96,2	105,4	109,6	107,2	98,6	106,1	96	89,3	97,4
<i>Indice de production industrielle - secteur "traditionnel"</i>	103	102,6	101,4	100,1	101,9	104,7	103,4	104,5	101,6	103,9	101,9	100,9
<i>Indice de production industrielle - secteur "moderne"</i>	87,1	81,6	98,7	87,9	108,1	116,3	112,2	101,8	115,5	90,9	72,7	95,8
Purchasing Managers Index - Manufacturing	56	54,6	56,1	55,4	54,4	58,1	59,1	57,6	56,2	54,1	55,3	55,4
Purchasing Managers Index - Services	57,6	58,3	58,4	58,7	57,7	56	60,4	59,1	57,2	56,5	58,4	59,3
Purchasing Managers Index - Construction	58,2	56,6	55,1	56,5	54,5	56,7	58	61,4	59,2	57,5	60,7	61,8
Compte courant												
Exportations de marchandises (en Md€)	9,8	9,7	9,7	9,9	9,7	10,0	10,7	12,3	10,9	10,4		
Importations de marchandises (en Md€)	6,8	5,6	6,3	6,4	6,4	6,6	6,9	6,8	6,9	6,3		
Solde commercial (en Md€)	3,0	4,1	3,4	3,5	3,3	3,4	3,8	5,5	4,0	4,0		
Balance courante trimestrielle (en Md€)	-0,872			14,488			14,904					
Balance courante trimestrielle (en % du PIB)	-1,2%			18,5%			13,6%					
Evolution des prix												
Inflation CPI (% MoM)	0,1%	0%	0,4%	-0,6%	-0,1%	-0,2%	-0,1%	-0,7%	0,9%	0,3%	-0,2%	0,6%
Var. mensuelle des prix immobiliers - Irlande sauf Dublin (%)	0,8%	2,7%	1,6%	1,6%	0,2%	1,3%	0,5%	0,3%	0,5%	1,1%		
Var. mensuelle des prix immobiliers - Dublin (%)	1,9%	2,3%	1,4%	1,1%	0,5%	0,3%	0,4%	0,6%	0,9%	0,3%		
Var. mensuelle des loyers dans le parc privé (%)	0,8%	0,4%	0,8%	0,7%	0,5%	0,0%	0,8%	0,2%	1,1%	0,5%	0,6%	0,6%
Marché du travail												
Nombre de chômeurs	153 900	157 800	156 300	155 400	153 000	151 100	150 200	148 300	145 900	143 700	140 800	139 000
<i>Taux de chômage global</i>	6,6%	6,7%	6,7%	6,6%	6,5%	6,4%	6,3%	6,2%	6,1%	6,0%	5,9%	5,8%
<i>Taux de chômage des jeunes</i>	15,5%	15,7%	15,4%	14,7%	13,6%	12,9%	12,8%	12,9%	12,7%	12,5%	12,0%	11,9%
Salaires horaires moyens (var YoY, 4T roulants, en%)	0,8%			1%			2,3%			2,7%		
Consommation et investissement												
Conso finale privée (variation trimestrielle en %)	-1,1%			1,9%			0,3%					
Investissement (variation trimestrielle en %)	32,5%			-35,7%			6,1%					
Indice de la vente au détail (var. vol. en g.a. %)	4,6%	2,6%	2,4%	4,1%	4,0%	5,8%	5,6%	1,6%	2,3%	-0,6%	4,7%	
<i>Indice de la vente au détail hors auto. (var. vol. en g.a. %)</i>	6,0%	6,5%	2,9%	6,3%	5,8%	7,8%	6,5%	5,3%	5,6%	2,6%	3,9%	
<i>Indice de la vente au détail - auto (var. vol. en g.a. %)</i>	2,2%	-3,8%	0,6%	0,0%	-1,9%	0,2%	-4,4%	-3,5%	-1,6%	-4,8%	9,1%	
Secteur financier												
Encours de dépôt tot des ménages- (var. mensuelle en %)	1,0%	0,0%	0,3%	0,8%	0,0%	-0,6%	-0,5%	0,1%	0,3%	0,9%	0,3%	
Encours de dépôt total (var. mensuelle en %)	0,8%	0,0%	1,2%	0,8%	1,7%	-1,4%	0,2%	0,2%	0,0%	-0,1%	0,4%	
Encours de crédit aux ménages- (var. mensuelle en %)	2,0%	0,1%	0,1%	0,8%	-0,6%	-0,3%	-1,8%	-0,2%	0,0%	0,3%	-1,2%	
Encours de crédit hypothécaires- (var. mensuelle en %)	2,4%	0,0%	0,1%	0,9%	-0,7%	-0,3%	-2,1%	-0,1%	0,0%	0,5%	-1,6%	
Encours de crédit aux SNF- (var. mensuelle en %)	0,0%	-2,1%	-0,4%	-0,3%	0,7%	1,3%	-0,6%	-0,5%	-0,8%	0,9%	0,1%	
Indice boursier ISEQ (fin de période)	6 827,60	6 649,39	6 621,19	6 881,75	6 912,11	6 862,19	7 038,28	6 961,64	6 683,39	6 593,65	6 805,19	7 140,86
Taux de rendement des obligations d'Etat à 10 ans (fdp)	0,878%	0,855%	0,697%	0,754%	0,582%	0,610%	0,672%	1,140%	1,080%	0,913%	0,968%	0,942%

Sources: CSO, Central Bank of Ireland, Department of Finance, Davy, Merrion Capital, IBEC, Department of Energy, Eurostat, Markit (PMI), CBI, ESRI, Investec, EPA, BPF

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Dublin (adresser les demandes à Dublin@dgtrésor.gouv.fr).

Auteur : Service Économique de Dublin
Adresse : 66 Fitzwilliam Lane, Dublin 2

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : Brice REGUIMI
Revu par : Pierre MONGRUÉ

Version du 12/06/2018